

Ce 16 décembre, la Commission européenne a annoncé assouplir l'interdiction des ventes de voitures thermiques et hybrides neuves à partir de 2035. Cette décision n'a rien de surprenant, elle révèle **l'écart grandissant entre les ambitions écologiques et les réalités économiques des ménages**. En quinze ans, le prix des voitures a bondi de 60% (source : BNP), tandis que les revenus des Français n'ont augmenté que de 10% (source : INSEE). Résultat : 70% des véhicules électriques neufs sont acquis par les 20% des foyers les plus aisés (source : BNP), creusant les inégalités d'accès à la mobilité verte.

Face à ce constat, les Français se tournent massivement vers le marché de l'occasion, où le diesel représente encore 45% des ventes (source : BNP), un paradoxe flagrant avec les objectifs d'amélioration de la qualité de l'air.

Pour **Christophe Michaeli, Directeur du Marché Automobile chez BNP Paribas Personal Finance**, expert du financement automobile, *"cette actualité confirme un constat de longue date, à savoir que la transition écologique ne peut aboutir sans une approche réaliste et inclusive des ménages français. Des solutions existent, le leasing social apportant sa pierre à l'édifice, mais il faut passer à la vitesse supérieure."*

- Pourquoi la transition écologique est-elle devenue un privilège réservé aux ménages les plus aisés ?
- Le boom des véhicules d'occasion, majoritairement diesel, est-il une solution temporaire ou un frein à la transition ?
- Existe-t-il des solutions pour démocratiser l'accès aux véhicules propres, neufs ou d'occasion ?
- Les flexibilités accordées par Bruxelles sont-elles un aveu d'échec ou une étape nécessaire vers une transition plus réaliste ?
- Quelles sont les perspectives d'évolution sur la fin du thermique ?